

Formation

Une aide sur mesure existe pour faire reconnaître son diplôme en Suisse

L'association Découvrir aide les migrants qualifiés dans leurs démarches administratives

Patrick Bagnoud
Office pour l'orientation,
la formation professionnelle
et continue (OFPC)

Une insertion réussie dans le monde du travail en Suisse suppose souvent la reconnaissance officielle des diplômes obtenus dans son pays d'origine. Loin d'être une formalité, cette étape représente un obstacle de taille pour de nombreux migrants confrontés dès leur arrivée à une langue et à un environnement inconnus.

Bien que fastidieuse, la démarche n'en est pas moins indispensable, comme l'explique Rocio Restrepo, directrice de l'association genevoise Découvrir. «Une reconnaissance de diplôme est bien souvent nécessaire à la prise en considération d'un dossier de candidature par un employeur potentiel. Si, pour exercer certaines professions dites réglementées, elle est obligatoire, la demande permet aussi de valider un niveau de formation «exotique» pour le marché du travail local.»

Il faut dire que la directrice connaît bien le problème. Colombienne d'origine, elle a elle-même été confrontée aux difficultés à faire valoir ses diplômes et ses dix-huit années d'expérience lors de son arrivée en Suisse. Un véritable «parcours du combattant» qui l'a incitée



Pour Rocio Restrepo (gauche): «comme Maria, les migrants qualifiés disposent souvent d'excellentes compétences professionnelles». OFPC-SIS

Plus d'infos

Faire reconnaître son diplôme (édition CFSO, mai 2015) est un guide pratique indispensable. A consulter à la Cité des métiers, rue Prevost Martin 6, à Genève ou à télécharger sur le shop du CSFO: www.shop.sdbb.ch.

Prochain atelier REDES à la Cité des métiers le jeudi 9 octobre 2015 de 18 h à 19 h.

Association Découvrir, Boulevard Carl-Vogt 2, 1205 Genève
Tél. 022 732 75 40,
www.associationdecouvrir.ch. **P.B.**

«Une reconnaissance de diplôme est souvent nécessaire à la prise en considération d'un dossier de candidature par un employeur potentiel»

Rocio Restrepo
Directrice de l'association Découvrir

sés à 136 en 2014, issus de plus de 80 nationalités différentes.

«Nous organisons, deux fois par an, des séances d'information à la Cité des Métiers pour sensibiliser les participants à ce dispositif. Mais les candidats peuvent aussi s'adresser directement à l'association.» Suivent deux à quatre rendez-vous individuels destinés à les aider à préparer et à envoyer un dossier bien ficelé aux bonnes autorités.

Bien que le système de reconnaissance soit bien établi, «en trouver l'accès et s'adresser aux bonnes autorités reste difficile pour ces personnes», constate la directrice. Autres obstacles: le coût de la procédure, qui peut varier de 150 à plus de 1200 francs en fonction de la situation, sans oublier le déchiffrement de la réponse et des éventuelles mesures compensatoires (test de langue, stage, examens) imposées par

les autorités. «Ces difficultés sont la source d'une grande démotivation, alors même que nos bénéficiaires disposent souvent d'excellentes compétences professionnelles», souligne Rocio Restrepo. Enfin, si la reconnaissance n'est pas envisageable ou refusée, d'autres solutions, comme des formations complémentaires, seront envisagées avec le candidat.

Demandes singulières

Architecte diplômée au Chili avec une dizaine d'années de pratique professionnelle, Maria Cristina Saavedra trouve dès son arrivée en Suisse un stage, puis une place dans un bureau d'architecte. Après quatre ans d'activité, souhaitant devenir indépendante, l'autorité cantonale lui demande de fournir une équivalence de son diplôme. Et là, tout se complique. Depuis octobre 2014 elle ne compte plus les courriers et téléphones aux différents services administratifs concernés. Avant de trouver au REDES un appui qui lui a permis de tout remettre à plat, «tout le monde se renvoyait la balle, le ton est monté et j'ai hésité à prendre un avocat», avoue Maria Cristina.

«Chaque cas est particulier et, pour la même profession, l'évaluation change en fonction du pays, précise Rocio Restrepo. De plus, le système administratif helvétique n'est pas simple, avec des règles qui peuvent être propres à chaque canton quant aux droits d'exercer. Notre travail consiste à réunir les acteurs concernés afin de trouver une solution satisfaisante. Pour Maria, celle qui lui permettra de se mettre à son compte.»

à créer, en 2009, l'association Découvrir afin de favoriser l'insertion professionnelle des femmes migrantes qualifiées.

Un suivi individualisé

Fin 2011, l'association se dote d'un service spécifique d'aide à la reconnaissance des diplômes étrangers; le REDES. Il accueille chaque année un nombre croissant de migrantes et, plus récemment, de migrants qualifiés: de 64 en 2012, ils sont pas-